



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
71100 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 20/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LELEDY COMPOST SAS**

Ferme de la Soyée  
71380 Allériot

Références : CJ/MV/2024/C\_110  
Code AIOT : 0025000008

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement LELEDY COMPOST SAS implanté Ferme de la Soyée 71380 Allériot. L'inspection a été annoncée le 13/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans l'action nationale "PFAS" 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LELEDY COMPOST SAS
- Ferme de la Soyée 71380 Allériot
- Code AIOT : 0025000008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La SAS LELEDY COMPOST exploite, à Allériot une installation de compostage soumise à autorisation environnementale visée à la rubrique 2780-3 « Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation ».

La plateforme est en activité depuis 2002, elle reçoit environ 40 000t de boues d'épuration (urbaine et industrielle, dont 10 000 à 13 000t de la STEP de Saint Fons, près de Feyzin, dans le Rhône) et 25 000t de déchets verts.

Elle produit 30 000t de compost à destination des cultures céréalières (coopérative Bourgogne Sud, située dans l'Est du 71, l'Ouest du 39, le Sud du 21, et le Nord de l'01, dans un périmètre de 30km autour du site).

### Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite d'inspection ont appelé à deux remarques concernant l'inventaire des substances PFAS et le remplissage des données sous GIDAF (notamment les limites de quantification), qui ont fait l'objet d'actions correctives de la part de l'exploitant depuis le 26 juin 2024.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à la recherche de substance PFAS ont été respectées.

Il a été relevé des substances PFAS dans les rejets de l'installation ; l'exploitant a fait part de son plan d'action :

- identifier plus précisément les sources de PFAS,
- étudier les solutions techniques pour réduire leurs présences dans les rejets,
- surveiller les PFAS dans les rejets, mais également dans les boues qui seront ensuite épandues.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.  Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé un pré-inventaire et n'a pas relevé de présence de PFAS dans les produits et matières premières utilisés sur le site (carburant, acide sulfurique, lubrifiant, produit de brumisation)  Suite à l'inspection, l'exploitant a interrogé à nouveau ses fournisseurs et repris les fiches de données de sécurité (information transmise par mail en date du 5 juillet 2024) ; l'ensemble des FDS des produits du site devraient ainsi être réévalués d'ici fin juillet 2024.  L'exploitant précise qu'il a mis à jour la procédure de gestion des produits chimiques et la fiche sommaire des FDS afin d'identifier si des produits peuvent contenir des PFAS. Ces documents ont été transmis le 5 juillet 2024 et n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.  Rq : Il est à noter que les fournisseurs ont indiqué à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>• qu'il n'y a pas d'obligation de mentionner les PFAS (hormis 3 groupes)</li><li>• qu'il n'y a pas d'obligation de préciser des molécules dont la concentration est inférieure à 1% (ou 0,1% pour certaines molécules)</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont

également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé ses trois campagnes d'analyse conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, et a transmis ses premiers résultats via GIDAF le 27 mars 2024 (pour une échéance au 27 avril 2024).  Ces campagnes ont été réalisées au point de rejet aqueux de l'établissement, et tous les paramètres obligatoires ont fait l'objet d'analyse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b>  Les prélèvements ont été réalisés par la société AUREA, et les analyses ont été confiées au laboratoires CTC (n° accréditation : 1-0130) ; ces deux prestataires sont dûment accrédités par le "COFRAC".
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Exigences pour le prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un

prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les eaux de process et de ruissellement sur lesquelles ont été réalisées les analyses transitent via un bassin tampon (lagune de 20 000m<sup>3</sup>) avant de servir en fertirrigation sur les champs environnants le site. Les rejets sont donc ponctuels.</p> <p>Les prélèvements ont été réalisés conformément à l'article 2.1.3.b du "Guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des I C P E "</p> <p>(<a href="https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide_echantillonnage_substances_eau_ICPE_VF_02_2022.pdf">https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide_echantillonnage_substances_eau_ICPE_VF_02_2022.pdf</a>), sur un échantillon représentatif de la qualité des eaux de la lagune, avec un asservissement au temps et non au débit.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Précisions des mesures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les limites de quantification fournies par le laboratoire CTC sont conformes aux seuils fixés, et respectent la valeur de 0,1µg/l pour chaque substances PFAS et 2µg/l pour l'AOF.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>

**Constats :**

Les résultats ont été transmis via la plateforme GIDAF dans les délais prescrits par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

L'observation des déclarations GIDAF fait apparaître que l'exploitant a oublié de cocher, pour plusieurs substances, que le résultat était inférieur à la limite de quantification définie par l'arrêté ministériel. De plus, il a été noté l'absence de volume rejeté, ne permettant pas de calculer un flux journalier moyen.

En séance, il a été demandé de corriger ces erreurs de déclaration (correction réalisée, confirmée par mail en date du 5 juillet 2024, et vérifiée par l'inspection).

Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite